



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Accord-cadre à bons de commande relatif à la veille, la synthèse et l'analyse
des médias et des réseaux sociaux pour les services centraux du ministère de
la Justice**

Lot 1 : Base de données médias (print, en ligne, audiovisuels) permettant la
réalisation de revues de presse (par le titulaire ou le ministère) et l'alerting ;

Lot 2 : Réalisation quotidienne de trois panoramas de presse (national, régional
et light) et d'une synthèse quotidienne de la presse nationale et régionale ;

Lot 3 : Veille et rédaction de notes d'analyse médias et réseaux sociaux

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

DOCUMENT COMMUN AUX TROIS LOTS

JUILLET 2025

SOMMAIRE

Article 1 – Présentation du ministère de la Justice	3
Article 2 – Objet et contexte du marché.....	3
Article 3 – Allotissement	4
Article 4 – Prérequis aux 3 lots.....	4
4.1 Définitions	5
4.2 Clause de coordination entre les titulaires	6
4.3 Plateformes	6
4.4 Clause financière – Gestion des droits de reproduction (ou CCAP).....	6
4.5 Modèle de livrables (Template)	7
4.6 Utilisation de l’Intelligence Artificielle	7
4.7 Corpus.....	7
4.8 Modalités de diffusion et de téléchargement	8
4.9 Équipe, disponibilité et service client	8
4.10 Archivage.....	9
4.11 Éléments généraux	9
4.12 Test de service à la prise de poste	10
Article 5 – Description détaillée des prestations attendues	10
5.1 LOT 1 - Base de données médias (print, en ligne, audiovisuels) permettant la réalisation de revues de presse, la mise en place d’alerte et la retranscription des médias audiovisuels	10
5.2 LOT 2 - Panoramas et synthèses quotidiens	13
5.2.3 LOT 3 - Veille et rédaction de notes d’analyse médias et réseaux sociaux	17

Article 1 – Présentation du ministère de la Justice

Pour une présentation détaillée du ministère de la Justice, le candidat peut consulter le site Internet du ministère de la Justice : www.justice.gouv.fr

Les entités présentées ou évoquées ci-après sont à replacer dans l'organigramme du ministère de la Justice consultable sur le site Internet : [Missions et organisation | Ministère de la justice](#)

Le pilotage du marché est assuré :

- Par le Département Ministériel des Achats dans sa gestion ;
- Par le service Budget et Achat du SG dans son volet budgétaire ;
- Par le pôle veille et analyse de la Délégation à l'Information et à la Communication du ministère de la Justice dans le suivi quotidien de la prestation : presse-justice@justice.gouv.fr

Article 2 – Objet et contexte du marché

Le ministère de la Justice assure, pour le cabinet du garde des Sceaux, le porte-parole, les directions centrales, les juridictions et les services déconcentrés, l'information et l'analyse des sujets suivis par le ministère dans les médias (presse écrite et en ligne, médias audiovisuels), sur les réseaux sociaux et dans l'opinion.

Afin de mener à bien ses missions, le ministère de la Justice a besoin :

- D'être alerté et de recueillir au plus vite toute information susceptible de concerner le ministère de la Justice ;
- De pouvoir rapidement alerter le cabinet du ministre, le porte-parole et les directions, sous forme brute ou sous forme de synthèses et d'analyses ;
- D'accéder à une base de données unique recensant l'ensemble des retombées médiatiques (print, en ligne, audiovisuelles) sur la base d'un corpus exhaustif de la presse nationale, régionale et spécialisée et permettant la mise en place d'alertes automatiques et la réalisation - par les équipes du ministère de la Justice ou par le titulaire - de revues de presse ;
- D'éditer quotidiennement des formats consolidés des retombées médiatiques sous la forme de panoramas de presse nationale et régionale ;
- D'être en capacité d'externaliser ponctuellement une partie de son offre de son service en matière d'analyse

L'accord cadre a pour objet la mise en place d'un service de veille médiatique couvrant les supports presse écrite (print), en ligne (online) et audiovisuels (radio-TV) afin d'assurer :

- L'accès à une base de données en ligne, permettant la mise en place d'alerting automatique et la réalisation de revues de presse exhaustives sur une thématique définie ;

- La production quotidienne de trois panoramas et d'une synthèse assurant une couverture la plus représentative de l'actualité du ministère de la Justice et des sujets associés ;
- La possibilité d'externaliser l'offre de veille et d'analyse sur des thématiques ciblées, le soir ou le week-end, lors d'une crise médiatique ou pour couvrir des besoins courants.

Article 3 – Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

- Lot 1 : Base de données, revue de presse à la demande

Ce lot 1 permet l'accès à une plateforme en ligne qui comprend une base de données sur la base d'un corpus exhaustif de la presse nationale, régionale, et spécialisée ainsi que les médias audiovisuels.

Cette plateforme doit permettre :

- o De rechercher un article et de le télécharger au format PDF ;
- o De réaliser des revues de presse à partir d'une recherche enregistrée sur la base de données ;
- o De mettre en place une veille en temps réel à partir d'alertes sur les médias print, on line et, sur tranche optionnelle, audiovisuels ;
- o De mettre à disposition, sur tranche optionnelle, la retranscription des alertes audiovisuelles ;

- Lot 2 : 3 panoramas quotidiens et 1 synthèse des médias quotidienne

Le lot 2 panorama permet la livraison quotidienne des panoramas suivants :

- Panorama national dit PQN
- Panorama régional dit PQR
- Panorama sur sélection dit light (uniquement du lundi au vendredi)
- Synthèse des médias (uniquement du lundi au vendredi)

Les panoramas sont constitués d'articles sur l'actualité du ministère de la Justice, issus de la presse quotidienne, hebdomadaire, mensuelle ou spécialisée nationale pour le PQN, régionale pour le PQR et d'une sélection des deux pour le Light.

La synthèse des médias est une synthèse analytique de la presse nationale, régionale, spécialisée et des hebdomadaires sur l'actualité du ministère.

- Lot 3 : Veille et réalisation d'analyses médias et réseaux sociaux à la demande

Ce lot englobe la veille en continu, sur des horaires ou des thématiques précis, sur les médias (print, on line, audiovisuel) et les réseaux sociaux, ainsi que la production de notes d'analyse.

Article 4 – Prérequis aux 3 lots

4.1 Définitions

1. **Revue de presse** : compilation exhaustive de retombées médiatiques relatives à une thématique et à une sélection de médias définies.
2. **Panorama de presse** : document synthétique présentant une sélection structurée d'articles à J0 ou J+1 en lien avec l'actualité du ministère. Ces articles sont sélectionnés à partir d'une veille mise en place suivant un ensemble mots clés définis par le ministère et le titulaire.
3. **Transcription ou script** : conversion intégrale et fidèle d'un contenu audio ou vidéo en texte, sans interprétation ni réécriture.
4. **Dashboard** : Interface de visualisation des données permettant d'accéder, en temps réel, à des indicateurs analytiques tels que la volumétrie des retombées médiatiques, leur typologie, leur origine géographique ou thématique etc.
5. **Alerte, alerting ou retombée médiatique** : Notification ciblée sur un sujet ou mot-clé donné, issue d'une veille automatisée ou manuelle.
6. **Sources litigieuse ou sensibles** : Tout media, site ou, plateforme ou publication :
 - Dont le contenu peut faire l'objet de controverses juridiques, politiques ou éthiques (ex : média non reconnu par des instances de régulation, ou déjà contesté pour incitation à la haine, désinformation, propos diffamatoires etc.) ;
 - Dont le suivi est susceptible de porter atteinte à l'image, à la neutralité ou à la légitimité de l'action publique, en particulier lorsqu'il s'agit de médias revendiqués comme militants ou extrémistes ;
 - Soumis à une législation spécifique en matière de droits d'auteurs, de censure ou de diffusion à l'internationale.
7. **Corpus** : Ensemble des sources médiatiques exploitées dans le cadre des prestations du marché. Il comprend :
 - Les titres de presse écrite (quotidienne, hebdomadaire, mensuelle et spécialisée)
 - Les médias en ligne
 - Les agence de presse
 - Les médias audiovisuels (TV, radio, plateforme de streaming)
 - Les principaux médias internationaux pertinents dans le cadre du suivi des thématiques intéressant le ministère de la Justice.

Le corpus constitue le périmètre de référence pour toute action de veille, d'alerting, d'analyse, de revue de presse ou de synthèse réalisées par le titulaire. Il est évolutif, validé par le ministère et doit être mis à jour sans surcoût pendant la durée du marché.

8. **Plateforme** : Outil en ligne sécurisé et accessible via le web, mis à disposition du ministère pour consulter les livrables, paramétrer les alertes, accéder aux archives et aux données analytiques etc.

9. **Livrable** : Tout document remis au ministère dans le cadre des prestations attendues (revue de presse, alerte, retranscription, synthèse, note d'analyse, etc.).
10. **Note d'analyse** : Document synthétique ou approfondi, structurant l'information médiatique autour d'un thème donné, fondé sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, destiné à éclairer la décision publique.

4.2 Clause de coordination entre les titulaires

Le ministère de la Justice dispose d'outils de veille dans le cadre de marchés interministériels de prestations de veille des médias audiovisuels et des réseaux sociaux.

Les titulaires devront, à la demande du ministère de la Justice, se coordonner avec les titulaires des accords-cadres interministériels et partager les informations. Cette même clause s'applique à ce marché si les titulaires des 3 lots sont différents.

4.3 Plateformes

Les plateformes mises à disposition par les titulaires doivent être :

1. Ergonomiques et intuitives, accessibles sans formation particulière au préalable ;
2. Compatibles avec tous types de supports, y compris mobiles (responsive design) ;
3. Stables, avec une connexion automatique et sans déconnexion intempestive.

Les titulaires doivent fournir les outils de veille médiatique les plus performants disponibles, en intégrant les évolutions technologiques au fil du marché, afin de garantir une exploitation fluide en temps réel des données.

4.4 Clause financière – Gestion des droits de reproduction (ou CCAP)

Afin de sécuriser la gestion des droits de reproduction d'articles de presse ou de contenus audiovisuels dans le cadre de l'exécution du marché, il est expressément convenu que :

1. Le ministère de la Justice assure en propre la gestion des droits d'usage, de reproduction et de diffusion des contenus soumis à protection (presse écrite, en ligne, audiovisuelle, etc.) par convention avec le Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC).
2. En conséquence, le titulaire ne peut inclure, dans ses prix ou dans sa facturation, aucun coût lié à la gestion, à la cession ou à l'acquisition de droits d'auteur ou de droits voisins. S'il dispose d'accords directs avec les éditeurs ou d'autorisations spécifiques, le titulaire devra explicitement le mentionner dans sa réponse et dans les prix.
3. Aucun taux de TVA majoré (20 %) ne pourra être appliqué au titre de la revente ou de la mise à disposition de contenus sous droits, dès lors que la gestion de ces droits n'est pas à sa charge. Le titulaire facturera exclusivement la prestation de service relative à la veille, à la structuration des livrables et à leur diffusion technique.
4. Le titulaire s'engage à transmettre à l'administration, selon la périodicité convenue (janvier pour le 2^{ème} semestre de l'année antérieure, et juillet pour le 1^{er} semestre de l'année en cours), les données de consultation ou de diffusion nécessaires à la

déclaration des droits (notamment : titres consultés, nombre d'articles diffusés, destinataires), sous format exploitable.

5. Pour les droits Hors CFC, la reproduction et la diffusion des articles sous droits seront assurées par le titulaire dans le respect des accords avec les éditeurs. Le prix de la consultation proposée par le titulaire devra inclure la rémunération des droits d'usages : droit de conservation, de représentation dans la limite du nombre de destinataires prévus pour les articles de presse et audiovisuelle.

4.5 Modèle de livrables (template)

Le ministère de la Justice fournit aux titulaires les modèles à appliquer pour l'ensemble des livrables attendus (panoramas, revues de presse, alertes, synthèse, etc.).

Ces modèles (voir annexes) sont **obligatoires** et doivent être strictement respectés.

Le ministère se réserve le droit de modifier ces templates à tout moment. Toute modification transmise par courriel devra être prise en compte dans **un délai maximum de 24 heures** à compter de la transmission de la demande par courriel, sans facturation additionnelle.

4.6 Utilisation de l'Intelligence Artificielle

Une attention particulière sera portée à l'utilisation éventuelle de solutions fondées sur l'Intelligence Artificielle (IA) dans le cadre du marché.

Toute utilisation de solutions IA **doit être explicitement mentionnée dans l'offre** et faire l'objet d'une validation écrite préalable par le ministère de la Justice.

L'usage de l'IA est strictement interdit pour les prestations relevant des lots 2 et 3, sauf accord écrit du ministère.

En cas d'autorisation d'usage de l'IA :

- Tous les livrables générés doivent **être relus et validés** par un humain avant transmission ;
- Le titulaire garantit **la fiabilité des contenus, l'absence de biais manifeste** et le respect absolu de la confidentialité des données traitées.

4.7 Corpus

Le corpus de médias suivi dans le cadre de l'ensemble des prestations doit être le plus exhaustif possible, et couvrir à minima les catégories suivantes :

- **Presse nationale** : quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, trimestrielle, spécialisée, agences de presse,
- **Presse régionale et locale**,
- **Presse spécialisée « Justice »** : incluant au minimum *La Gazette du Palais, La Semaine Juridique, Le Journal des Sociétés, Veille Lexis Nexis, Le Monde du Droit, Actujuridique.fr, Dalloz Actualités, Les Petites Affiches, Legalnews, Acteurs publics, Le Moniteur, Enfance et Jeunesse*).

- **Presse internationale** : principaux titres généralistes.

Tout nouveau média traitant des thématiques intéressant le ministère et le cabinet du garde des Sceaux devra être intégré dans le corpus dans un délai maximum **de 5 jours ouvrés**, sans facturation additionnelle.

La base de données (lot 1) devra, sans facturation additionnelle :

- Être actualisée en temps réel, avec **un délai maximum de 10 minutes** après la publication de l'article ;
- Inclure **automatiquement** tous les nouveaux titres ajoutés au corpus pendant la durée du marché ;
- Fournir au ministère dans l'heure suivant la demande, sans facturation additionnelle, tout article issu d'un média inscrit un panel qui ne serait pas disponible sur la plateforme.

Avant le début de la prestation, les titulaires devront fournir au ministère une **liste des sources litigieuses ou sensibles** afin d'en valider le suivi. Il devra informer systématiquement le ministère de toute proposition d'ajout de sources sensibles pendant la durée du marché.

Dans son offre, le titulaire devra **préciser explicitement les sources qu'il ne serait pas en mesure de couvrir ainsi que les sources qu'il prévoit de suivre s'il remporte le lot auquel il postule**. A défaut, il est entendu que l'accès au panel évoqué ci-dessus est exhaustif.

4.8 Modalités de diffusion et de téléchargement

Pour l'ensemble des lots, toutes les prestations fournies doivent être consultables et diffusables par format mail, messagerie (SMS, WhatsApp, Telegram, etc.) et d'être téléchargeables sous les formats standards (PDF, Word, MP3, MP4, etc.).

Le ministère de la Justice se réserve la possibilité de faire évoluer les modalités de diffusion et de téléchargement au cours du marché en fonction du besoin, sans facturation additionnelle et dans un **délai maximum de 3 jours ouvrés**. Le titulaire est en charge de diffuser les prestations effectuées mais le ministère de la Justice peut librement décider de diffuser lui-même un ou plusieurs livrables tout au long de la durée de prestation.

Les listes de diffusion sont définies par le ministère de la Justice, peuvent être générales ou déclinées en fonction de thématiques ou sous-thématiques, et être actualisées autant que besoin tout au long de la prestation.

4.9 Équipe, disponibilité et service client

Pour chacun des lots, le titulaire s'engage à garantir une organisation réactive, adaptée aux enjeux et pleinement mobilisable. A ce titre, il doit :

- Désigner un chargé de dossier dédié au ministère, ainsi qu'un suppléant identifié ;
- Mettre à disposition profils qualifiés disposant des compétences nécessaires pour assurer la continuité et la qualité de service attendue sur les prestations confiées ;

- Assurer une assistance technique (hotline) disponible sur la plus grande plage horaire possible, a minima 8h30-18h, 7 jours sur 7 jours, fériés compris ;
- Réaliser les prestations 7 jours sur 7, y compris les jours fériés, et garantir leur mise à disposition dans les délais prévus en optimisant leur accessibilité pour les agents du ministère.

4.10 Archivage

L'ensemble des alertes et des veilles réalisées aux fins de retranscription doit être conservé au **minimum un an** par le titulaire et **doit être disponible sur l'extranet**. Les extraits audiovisuels (lot 1) doivent être accessibles en streaming et téléchargeables **au minimum 30 jours à compter de** la date de réception de l'alerte.

Le titulaire prend en charge l'archivage électronique de l'ensemble de ses prestations pour l'administration, en s'assurant de l'intégrité et de la disponibilité de cette ressource, ainsi que de sa mise à jour régulière, notamment en fin de mois ou de période de facturation.

Le titulaire met à disposition une solution de consultation dématérialisée de ses archives sur un extranet.

L'extranet doit disposer de critères de classement par **prestations livrées et par dates**. Un moteur de recherche (par date, média, thème et à partir des mots ou expressions du titre) permet d'effectuer des recherches sur les documents archivés.

L'extranet permet d'effectuer des recherches par date, média, thème et à partir des mots ou expressions du titre de la séquence ou de son résumé.

Le titulaire prévoit, sans coût supplémentaire, l'ex portabilité des archives en fin de marché et s'assure que les formats sont lisibles.

Le titulaire prévoit, sans coût supplémentaire, un audit annuel de l'intégrité des archives.

4.11 Éléments généraux

Pour chacun des lots, le titulaire s'engage à :

- Se tenir informé des problématiques liées à la justice en cours ;
- Proposer, en cas de de dysfonctionnement des modes de livraison habituels des prestations (plateforme, envoi par mail...), au moins une solution alternative pour disposer de l'accès aux prestations des différents lots dans les meilleurs délais ;
- Dispenser une formation initiale, sans coût additionnel et autant que besoin, aux agents du pôle veille et analyse pour prendre en main les outils mis à leur disposition et l'actualiser en fonction des évolutions des outils ou des équipes ;
- Respecter les horaires de livraison et les délais prévus dans le CCTP ;

- Confirmer systématiquement la réception de toute demande et y répondre dans les délais contractuellement prévus ou, **sans précision, dans un délai maximum de 2 jours ouvrés. L'accusé de réception de toute demande doit être assurée dans les 30 minutes pendant les horaires ouvrés ;**
- Informer les contacts du ministère de la Justice de tout retard ou dysfonctionnement. En cas de doute ou de besoin d'arbitrage, le titulaire doit contacter les contacts prioritaires communiqués lors de la réunion de lancement de la prestation.
- Prévoir une période de test avec, en temps réel, et sans coût additionnel, une réalisation de la prestation qui commence **4 jours avant l'entrée en vigueur du marché**. Une réunion de lancement sera réalisée avec chacun des titulaires en amont.

4.12 Test de service à la prise de poste

Les prestations prendront effet le vendredi 12/12/2025. Pour valider le bon fonctionnement des flux (veille, diffusion, alertes), des tests seront effectués à partir du lundi 08/12/2025, sans coût additionnel.

4.13 Plan de progrès

En vue d'améliorer la performance, la productivité, la qualité et le coût de la veille, les titulaires mettent en œuvre tout au long de l'exécution du marché, le plan de progrès qu'ils auront défini dans leur offre (inclus dans le cadre de réponse technique).

Ce plan de progrès aura présenté un plan d'action à court, moyen et long terme ainsi que les outils en permettant le pilotage et notamment des indicateurs pertinents et un tableau de bord de suivi associé.

Tant le contenu que les modalités de mises en œuvre du plan de progrès sont formalisés entre le titulaire et l'acheteur lors de la réunion de lancement qui suit la notification du marché. Cet échange permet notamment de convenir précisément du contenu du plan de progrès, de sa durée, des objectifs à atteindre, du planning de déploiement et des incidences de la non-atteinte des résultats.

Article 5 – Description détaillée des prestations attendues

5.1 LOT 1 - Base de données médias (print, en ligne, audiovisuels) permettant la réalisation de revues de presse, la mise en place d'alerte et la retranscription des médias audiovisuels

5.1.1. Base de données

Le titulaire devra fournir une plateforme unique et sécurisée, intégrant une base de données exhaustive regroupant les médias nationaux, régionaux, spécialisés et internationaux, couvrant les supports de presse écrite, en ligne et, sur tranche optionnelle, audiovisuels. Toutes les

retombées doivent être accessibles au format originel publié, actualisé en cas de mise à jour et téléchargeables en PDF.

La base doit couvrir **au minimum 3 ans d'archives** (à compter du début du marché) pour les contenus presse écrites et en ligne, et proposer un moteur de recherche simple, rapide et unifié, permettant d'obtenir une volumétrie consolidée sur les thématiques surveillées.

Le moteur de recherche doit permettre des requêtes booléennes croisées sur tous les types de médias. L'actualisation des contenus est requise dans un délai maximum de 10 minutes suivant la publication initiale.

La plateforme doit également permettre de réaliser, de manière simple et rapide, en ligne, des revues de presse exhaustives. Ces revues de presse comprendront un sommaire interactif et l'ensemble des retombées (print, en ligne et audiovisuels). Le ministère doit pouvoir ajouter aux revues de presse produites des retombées manuellement, sans distinction de format avec les contenus déjà intégrés dans la plateforme. Une revue de presse doit pouvoir être téléchargée et diffusée via la plateforme par le titulaire ou par le ministère. La diffusion par mail peut être assurée par le ministère de la Justice ou le titulaire du lot. Elle doit pouvoir être modifiable facilement, même après diffusion, tant dans son format que dans son nombre de destinataires.

La plateforme permet la mise en place d'alertes automatiques à partir de requêtes avec des envois en temps réel des retombées individuellement ou en format récapitulatif de l'ensemble des retombées sur une période définie (chaque heure, toutes les deux heures, deux fois par jour, une fois par jour, etc.).

Cette plateforme permet enfin d'avoir, en temps réel, et sur la base d'une période définie, des indicateurs analytiques sur une thématique donnée avec, au minima, une courbe jour par jour avec le nombre de retombées exactes, la répartition entre type de médias (médias en ligne vs presse ; PQR vs PQN ; presse écrite et en ligne vs presse audiovisuelle), un système de géolocalisation pour avoir des tendances régionales, un top des titres de presse ou médias, un top des auteurs ou « journalistes », un nuage de mots issus uniquement des titraillles et la possibilité d'ajouter ou de supprimer des indicateurs de ces tableaux de bord.

5.1.2 Revues de presse thématiques sur demande

Sur demande du ministère, le titulaire réalise, **dans un délai de 2h maximum** (du lundi au vendredi de 8h à 18h) à compter de la demande adressée par mail ou téléphone, une revue de presse thématique exhaustive sur une période et sur un périmètre précisé.

Cette revue intègre :

- L'ensemble des retombées presse (print, online)
- Les alertes audiovisuelles sur le sujet concerné.

Le ministère est libre de réduire le panel.

Le sommaire de la revue devra mentionner :

- Le nombre total de retombées,
- La répartition par type de médias (national, régional, audiovisuel)
- La répartition par format (en ligne, print, TV, radio).

S'il n'y a pas de nouvelle retombée entre deux diffusions, le titulaire ne renvoie pas la revue. En revanche, le titulaire informera le ministère de l'absence de nouveauté.

Le ministère peut :

- Interrompre ou poursuivre la revue à tout moment ;
- En reprendre lui-même le pilotage sur la plateforme ;
- Décider ensuite de l'externaliser à nouveau.

5.1.3 Tranche optionnelle : Veille audiovisuelle et retranscription

5.1.3.1 Alertes audiovisuelles

Le titulaire assure une veille en continu des médias audiovisuels, donnant lieu à la transmission d'alertes et, en cas de demande, de retranscriptions textuelles des contenus identifiés.

Une « alerte » ou « retombée » audiovisuelle correspond à la détection d'un contenu pertinent, sélectionné sur la base de mots-clés, au sein d'un corpus défini. La sélection s'appuie sur des critères de veille précisée dans l'offre du titulaire.

La veille audiovisuelle couvre :

- Les chaînes TV et radios nationales, régionales et locales, hertziennes, satellitaires, ADSL, TNT ou câblées ;
- Les web TV, podcasts, plateformes numériques (YouTube, Twitch, Facebook, etc.)
- Les nouveaux médias audiovisuels créés pendant la durée du marché, sans facturation additionnelle.

Les alertes sont transmises par courriel ou WhatsApp, en continu :

- Dans un délai maximum de 20 minutes après la diffusion du sujet, pour les chaînes nationales
- Dans un délai maximum de 1h30 maximum pour les chaînes régionales.

Le ministère de la Justice peut à tout moment modifier sans surcoût la liste des mots-clés suivis. Toute demande de mise à jour (ajout, suppression) doit être activée dans l'heure qui suit l'appel ou le courriel de demande. Le titulaire confirme sans délai la bonne prise en compte de la demande et la réalisation dans les délais contractuels.

Chaque alerte doit comporter a minima les éléments suivants :

- Mot clé, source, date et heure, durée, titre de l'émission, nom du journaliste ou présentateur,
- Résumé précis de l'intervention : prise de position, tonalité globale de la séquence, nom et fonction des intervenants, sans facturation additionnelle.

Les alertes redondantes issues d'un même sujet ne doivent pas être multipliées inutilement. Un suivi sera réalisé et des pénalités pourront être appliquées à défaut.

Chaque alerte, peut sur demande, être accompagnée :

- D'un lien de visionnage en streaming,
- D'un téléchargement de l'extrait audiovisuel.
- Le tout compatible avec les principaux navigateurs disponibles.

L'ensemble des alertes audiovisuelles doivent être disponibles sur la plateforme commune avec les médias print et online.

5.1.3.2 Retranscription

Le titulaire assure la retranscription fidèle et intégrale de séquences audio ou vidéo sur commande.

Les retranscriptions peuvent :

- Être automatiques (pour toute intervention du ministre de la Justice ou du porte-parole du ministère) ou manuelles à la demande du ministère de la Justice,
- Porter sur des contenus issus de la veille audiovisuelle ou être demandées ponctuellement hors veille.

Les livrables doivent être :

- Transmis en pièce jointe par mail,
- Lisibles sur tous les traitements de texte usuels (Word, open office) et sur mobiles type smartphone ;
- Strictement fidèles au prononcé, sans réécriture ou reformulation.

Chaque retranscription inclut obligatoirement :

- La date, l'heure de début et de fin, la durée ;
- Le nom du média, l'émission, les noms et fonctions des intervenants.

Une attention particulière est accordée à la qualité de la retranscription : syntaxe et orthographe, fiabilité des propos retranscrits.

Les retranscriptions sont livrées dans les délais indiqués ci-dessous :

Durée du son	Délais maximums de livraison par rapport à l'heure du début de l'émission
Moins 5 minutes	30 minutes après diffusion
De 5 à 15 minutes	45 minutes
De 15 à 30 minutes	1 heure
De 30 minutes à 1 heure	2 heures
Au-delà d'1 heure	2 heures après la fin du passage à l'antenne

Ces délais s'appliquent également aux retranscriptions déclenchées à la demande (hors veille) à compter de l'heure de la demande.

5.2 LOT 2 - Panoramas et synthèses quotidiens

Ce lot revêt une importance stratégique : les livrables attendus devront respecter un haut niveau de qualité, et toute utilisation de l'IA devra être strictement encadrée : par défaut elle est interdite sauf validation expresse du ministère. **Un binôme doit assurer** la cohérence entre

la production des panoramas et de la synthèse quotidienne, en garantissant une articulation fluide et un service client réactif.

5.2.1 Panoramas quotidiens

Les panoramas sont réalisés à partir d'une veille médiatique (presse écrite, en ligne et audiovisuelle) sur des thématiques en lien avec le ministère de la Justice. Cette veille repose sur une liste de mots-clés définie par le titulaire et le ministère, pouvant être actualisée dans l'heure suivant son envoi au titulaire.

Les panoramas quotidiens sont les suivants :

- **Panorama national et régional quotidien** : le titulaire présente une sélection de 50 articles en moyenne par jour et par livrable, aussi représentative que possible de l'actualité du ministère de la Justice dans les titres de presse, écrite et en ligne, depuis la diffusion du panorama précédent. Le titulaire veillera à équilibrer **cette moyenne de 50 articles par livrable sur l'année**. Cette prestation est assurée 7j/7, y compris le week-end et les jours fériés.
- **Panorama Light** : le titulaire produit une version allégée du panorama national et régional, adressée à un nombre de destinataires restreint. Il comprend en moyenne, sur l'année, 15 à 20 articles sélectionnés à partir du panorama complet, avec un envoi limité aux jours ouvrés (du lundi au vendredi).

Le titulaire doit être autonome dans la sélection des articles qui doivent couvrir de manière représentative et équilibrée les différents sujets liés à la Justice.

Le titulaire donne priorité aux articles issus des éditions papiers, lorsque disponibles, sur leurs versions web.

Le titulaire doit s'assurer que les articles importants concernant le ministère soient tous intégrés dans la sélection effectuée. Il effectue sa sélection en fonction de mots-clefs définis en accord avec le ministère de la Justice. Une vérification manuelle du titulaire dans la presse écrite (nationale et régionale) papier est attendue.

Les articles sont classés par ordre chronologique, du plus récent en haut au plus ancien en bas, en fonction de l'importance du sujet.

La lisibilité doit être optimisée, avec un sommaire et des titres clairs et cohérents.

Sauf demande expresse du ministère, les articles publiés plus de 2 jours avant la veille ne doivent pas être intégrés, à l'exception des articles majeurs qui n'auraient pas été diffusés dans les panoramas précédents.

Un article est considéré comme majeur s'il remplit au moins l'un des critères suivants :

- Portée médiatique significative : articles publiés par des grands médias nationaux ou internationaux (Le Monde, Le Figaro, Libération, Le Parisien, AFP, Reuters, etc.) et largement repris dans d'autres titres ;

- Impact institutionnel : articles annonçant une réforme, une prise de position officielle du ministère de la Justice, une décision judiciaire emblématique ou une nomination importante ;
- Résonance avec l'actualité récente : articles apportant des éléments nouveaux sur un sujet encore en discussion dans l'espace médiatique ou politique ;
- Sensibilité ou enjeux stratégiques : articles traitant d'affaires judiciaires ou politiques particulièrement sensibles, pouvant affecter l'image du ministère ou nécessitant une veille renforcée.

Le prestataire assure à minima un suivi exhaustif des sujets suivants :

- Le Garde des Sceaux et son cabinet ;
- Le ministère de la Justice et son porte-parole ;
- Les directions du ministère ;
- Les actualités juridiques et judiciaires, l'accès au droit et à la justice, le traitement des victimes par la justice ;
- Les réformes et évolutions législatives ;
- La justice civile, pénale, administrative, prud'homale, commerciale et constitutionnelle, les juridictions françaises ;
- L'administration pénitentiaire et la justice des mineurs ;
- Le budget, le personnel et les moyens de la Justice ;
- Les affaires intérieures liées à la sécurité, la délinquance, l'immigration, le terrorisme, la criminalité organisée ;
- L'actualité politique en lien avec la Justice ;
- Les institutions judiciaires et les nominations.

Toute évolution du suivi peut être demandée par le ministère ou proposée par le titulaire.

Le ministère peut demander l'ajout ou la modification temporaire de rubriques sans facture additionnelle, en précisant si cette modification est temporaire (dans ce cas, le ministère précisera la durée) ou pérenne.

5.2.1.4 Règles générales pour le traitement des articles

- Une règle de classement unique : chaque article doit être classé dans une seule rubrique, selon son sujet principal (pas d'articles portant sur le même sujet dans différentes catégories) ;
- L'actualité récente doit être privilégiée : sauf exception, un article ne doit pas remonter à plus de 2 jours avant la veille ;
- Les articles majeurs sont à intégrer même s'ils ne sont pas du jour ;
- Éviter les doublons : ne pas intégrer plusieurs articles identiques ou les reprises de dépêches AFP ;
- Éviter la redondance : les articles déjà intégrés dans les panoramas du week-end ne doivent pas être repris dans le panorama national et régional, sauf pour le Light.

- Lorsqu'un sujet est identifié comme prioritaire par le ministère, toutes les retombées pertinentes doivent être intégrées, classées par ordre chronologique dans une rubrique dédiée. Le maximum de 50 articles par panorama doit être respecté ;
- Les interviews fractionnées (ex. : article + encadré) doivent être intégrées dans le panorama de manière groupée ;
- Les articles du Parisien/Aujourd'hui en France sont systématiquement inclus dans le panorama régional.

Des consignes complémentaires pour la réalisation des panoramas figurent en annexe.

5.2.1.5 Horaires de diffusion

En semaine :

- Panorama national (PQN) : avant 7h30
- Panorama régional (PQR) : avant 8h
- Panorama Light : avant 8h30.
- Week-end et jours fériés : PQN/PQR avant 8h30, pas de diffusion du panorama Light

5.2.1.6. Spécificité du corpus

Puisqu'il utilise sa propre base de données, le titulaire doit préciser dans son offre le panel et mentionne expressément les médias auxquels il n'aurait pas accès.

En cas de difficulté sur quelques titres, le titulaire doit informer le ministère de la Justice qui pourra éventuellement lui permettre l'accès à quelques titres via la base de données du lot 1.

5.2.2 Synthèse des médias

5.2.2.1. Présentation générale

Le titulaire produit une synthèse médiatique quotidienne de l'actualité de la presse nationale et régionale (hors médias audiovisuels).

Il assure la diffusion de la synthèse médiatique par mail aux destinataires communiqués par le ministère de la Justice, du lundi au vendredi (hors jours fériés) **au plus tard à 9h30**.

Cette synthèse se présente sous la forme d'un **résumé analytique** (4 pages maximum) de la médiatisation des sujets Justice du jour sur la base de l'intégralité des articles de presse qui ont constitué la base pour la sélection des panoramas de presse nationale et régionale. Les sources sont indiquées.

Cette synthèse quotidienne doit permettre de voir d'un coup d'œil la variété de la couverture des sujets du ministère ainsi que le nombre de reprises et la visibilité des sujets.

Un focus particulier sera réalisé sur le traitement des sujets « Justice » dans la Une des médias de presse écrite.

Le titulaire est autonome dans l'accès aux articles de presse. **Il ne peut donc réclamer au ministère de la Justice des abonnements etc. En cas de difficulté d'accès à une source en particulier, spécifiée lors de sa réponse, le titulaire peut demander accès au ministère à un article de manière exceptionnelle.**

5.2.2.2. Rubriques de la synthèse des médias

Deux rubriques composent la synthèse des médias :

- « A la Une de la presse nationale et régionale ce matin » ;
- « Signaux faibles ».

Le lundi, un encart est intégré pour revenir brièvement sur l'actualité du week-end.

Les thématiques prioritaires sont, par ordre de priorité :

1. Actualité Garde des sceaux
2. Actualités du ministère ;
3. Actualité Justice ;
4. Politique nationale suivant l'actualité ;
5. Politique internationale selon l'actualité.

La sélection et le classement des articles sont réalisés par le prestataire selon la visibilité médiatique des différents sujets. Sauf demande expresse du ministère de la Justice transmis au plus tard la veille **avant 19h**.

Le ministère de la Justice peut demander au prestataire, ponctuellement ou sur des périodes déterminées, de développer plus particulièrement certains sujets sans facture additionnelle.

5.2.3 LOT 3 - Veille et rédaction de notes d'analyse médias et réseaux sociaux

5.2.3.1 Présentation générale

Le titulaire assure **une prestation de veille et d'analyse des médias ou des réseaux sociaux**, destinée à renforcer ponctuellement ou durablement les capacités internes des équipes du ministère de la Justice, en fonction :

- Des besoins courants (création de nouveaux livrables, suivi renforcé, etc.) ;
- De situations exceptionnelles (crise, sujets sensibles, événements urgents), de jour comme de nuit.

La prestation s'effectue sur la base de bons de commande spécifique.

Le titulaire doit être en mesure de répondre dans **un délai de 30 minutes maximum** à un besoin de veille particulier (crise, vacances, etc.) et **dans un délai de 3 jours ouvrés** à un besoin d'externalisation à court, moyen ou long terme d'un livrable.

Le titulaire peut être amené à réaliser dans ce cadre un suivi de l'action du ministre de la Justice, de l'actualité du ministère ou de l'écosystème justice dans les médias, sur les réseaux sociaux

et dans l'opinion. Cette dernière est entendue au sens large : actualité du ministre, procès médiatique, faits-divers, crises, etc.

Les analyses produites (« A signaler », « Décryptage », « Note de fond », « Synthèse de l'actualité », etc.) doivent comprendre **des indicateurs quantitatifs et qualitatifs** permettant de mettre en évidence la visibilité d'un sujet, en comparaison d'autres sujets, et de rendre compte du sujet évoqué ; de qui en parle ; comment et sur quels supports et des éléments positifs, critiques ou attentes formulées. Des exemples de livrables peuvent être transmis aux candidats sur demande.

Le titulaire devra s'attacher à **systématiquement sourcer** les différents éléments intégrés dans les analyses et de prêter une attention particulière aux méthodes de requêtage ainsi qu'à l'analyse du contenu, de l'argumentation, du discours.

L'approche peut à la fois être descendante (le ministère de la Justice informe le titulaire d'un sujet à suivre) ou ascendante (le titulaire, lorsqu'il est en charge de veiller pour le ministère de la Justice, l'informe en temps réel des sujets émergents).

Tous les livrables produits dans le cadre de cette mission sont la **propriété intellectuelle exclusive du ministère de la Justice**.

5.2.3.2 Équipe

Le titulaire s'engage à mobiliser une équipe présentant un niveau d'expertise équivalent à celui des agents du ministère assurant habituellement ces prestations.

Les analystes affectés doivent posséder :

- Une excellente capacité de **compréhension des enjeux politiques et médiatiques** ;
- Une maîtrise des **codes de la communication institutionnelle**,
- Des compétences solides **en rédaction d'analyse**.

Un superviseur doit être associé dans le suivi de chaque demande. Il devra être en charge d'une **relecture systématique** des requêtes et des livrables transmis.

Des échanges entre les équipes du ministère de la Justice et du titulaire sont à prévoir régulièrement, en visio ou sur une boucle WhatsApp dédiée.

5.2.3.3 Sources

La veille est réalisée sur la base d'un panel composé à la fois des médias tout support (print, en ligne, audiovisuels, etc.) et des réseaux sociaux (X, Facebook, Instagram, YouTube, TikTok, LinkedIn, etc.).

Le titulaire s'appuie sur les outils et les accès fournis par le ministère en termes de veille média et réseaux sociaux (outils de social listening, synthèses de veille audiovisuelle, panoramas de presse, etc.). Aucun achat d'outil tiers n'est attendu.

Le titulaire doit garantir la confidentialité et la bonne utilisation des outils mis à sa disposition.

Le corpus est par essence évolutif : le titulaire doit faire preuve d'une forte réactivité et d'un haut niveau de rigueur dans l'ajustement permanent du périmètre suivi.